

Direction Evaluation. Etudes et Prospective

OUZBEKISTAN : FICHE PAYS – SEPTEMBRE 2025



Catégorie OCDE (2025): 5/7 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): BB-/ Ba3/ BB Change: soum / Régime de change flottant (sept. 2017) Objectif de réduction des émissions : -35% horizon 2030, neutralité carbone 2050

FORCES

- Marge de manœuvre fiscale qui autorise une politique de soutien à l'économie
- Endettement public modéré majoritairement auprès de créanciers officiels
- Politique d'ouverture et de réformes du président élu en 2016

FAIBLESSES

- Base d'exportation étroite, vulnérabilité à l'évolution des cours des matières premières
- Interventionnisme étatique dans l'économie qui freine le développement du secteur privé
- Malgré des progrès, insuffisances en matière de gouvernance

SYNTHÈSE:

Evolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : la croissance du pays, qui devrait se stabiliser autour de +6% en 2025-26, est soutenue par la baisse de l'inflation mais aussi les réformes mises en œuvre depuis plusieurs années par le gouvernement, visant à réduire le poids de l'Etat dans l'économie et attirer les investissements. Les incertitudes géopolitiques (conflits en Ukraine et au Moyen Orient) et économiques internationales (ralentissement de la demande extérieure, cours des matières premières...) pourraient toutefois peser sur ces prévisions. A plus long terme, la croissance dépendra de la capacité de l'Etat à progresser dans ses réformes.
- Vulnérabilité des comptes publics : le gouvernement ouzbek devrait parvenir à ramener le déficit public à -3% du PIB en 2025 (contre près de - 5% en 2023), grâce aux réformes fiscales et à la croissance qui permettent une hausse des recettes ainsi qu'à la rationalisation des dépenses. La dette publique reste modérée et se stabilise autour de 33% du PIB.
- Vulnérabilité extérieure : les exportations bénéficient des cours élevés de l'or (premier produit d'exportation) et la modération des prix du pétrole devraient favoriser l'amélioration du solde courant. Le déficit pourrait se stabiliser autour de -5% du PIB et la dette extérieure, majoritairement concessionnelle, autour de 55% du PIB. L'Ouzbékistan présente un risque faible de surendettement selon le FMI.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : le ratio de capitalisation est stable (de l'ordre de 17,5%) mais le taux de prêts non performants, probablement sous-évalué, tend à augmenter, même s'il reste modéré (4,2%). Malgré les projets de privatisation de plusieurs établissements, l'Etat devrait rester très impliqué dans le secteur et dispose de marges de manœuvre qui lui permettraient d'intervenir en cas de besoin.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : S . Mirziyoyev a été confortablement réélu en juillet 2023 pour un mandat de 7 ans. Son parti détient la majorité à l'Assemblée. L'opposition peine à faire entendre sa voix et à faire évoluer le paysage politique. Les capacités budgétaires permettent à l'Etat de maintenir un niveau de dépenses sociales suffisant pour limiter les tensions sociales et tout mouvement de contestation est rapidement maitrisé par les Autorités.
- Climat des affaires : des progrès ont été réalisés en termes de gouvernance, le pays se classant au 155ème rang (183ème en 2020) selon les indicateurs 2024 de la Banque Mondiale. Les avancées en termes de lutte contre la corruption restent cependant insuffisantes. La poursuite des négociations d'adhésion à l'OMC devrait contribuer à améliorer le climat des affaires.
- Environnement et politique du climat : la vulnérabilité de l'Ouzbékistan au changement climatique est faible selon les indicateurs ND Gain (37^{ème} sur 181 pays) mais le pays est exposé au risque de sécheresse. Ses émissions de CO2, qui le classent au 60ème rang sur 160 (émissions/hab.) proviennent essentiellement de la production d'énergie (charbon et gaz). Des programmes ont été lancés pour développer les sources d'énergie renouvelables (éolien, solaire notamment). Le pays a nettement progressé dans le classement relatif à la politique climat, et occupe la 18ème place (sur 62 pays) en 2025.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

ce: International Trace Center, CNUCED

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises 2020 - 2024 (% du total) **Exportations** Importations 37.8% Métaux précieux (or) Machines 18.7% Coton (fils. tissus) 9.7% Voitures, véhicules 10.2% Cuivre (yc transformé) 6.6% Eapts électriques 7.5% Combustibles minéraux (gaz) 5.9% Fonte, fer et acier 6.3% Textiles 4.4% Pdts pharmaceutiques 5.5%

Part moye		es commerciaux + France marchandises 2019 - 2024 (%	du total)
Exportations ⁽¹⁾		Importa	ations
Russie	13,3%	Chine	25,2%
Chine	9,6%	Russie	20,9%
Turquie	7,9%	Kazakhstan	9,8%
Kazakhstan	6,7%	Corée du Sud	7,3%
France	-	France (15 ^{ème})	1,0%
Source: International Tra		colando mais affectão à "autres paus"	

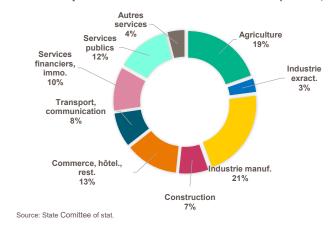


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

OUZBEKISTAN	2021	2022	2023	2024(e)	2025(p)	2026(p)	2027(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE							
PIB (Mds USD, courant)	77,3	90,1	102,6	115,0	132,5	148,2	164,2
Rang PIB mondial	77	73	72	71	71	67	65
Population (Mns)	34,6	35,3	36,0	36,9	37,7	38,5	39,3
Rang Population mondiale	42	42	42	41	41	39	39
PIB / habitant (USD)	2 238	2 555	2 849	3 113	3 514	3 849	4 177
Croissance PIB (%)	8,0	6,0	6,3	6,5	5,9	5,8	5,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	10,8	11,4	10,0	9,6	8,8	7,2	5,8
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	35,5	39,8	34,8	27,8	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES							
Dette publique (% PIB)	31,7	30,5	32,2	32,7	33,3	33,2	32,8
Solde public (% PIB)	-5,4	-3,5	-4,9	-3,2	-3,0	-3,0	-3,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	1,1	1,1	2,7	3,9	3,9	3,9	3,9
POSITION EXTERNE							
Solde courant (% du PIB)	-6,3%	-3,2%	-7,6%	-5,0%	-5,0%	-4,8%	-4,8%
IDE (% du PIB)**	2,9%	2,9%	2,1%	2,4%	1,9%	2,1%	2,5%
Réserves (yc FDR ⁽¹⁾ , en mois d'importation B&S)**	11,8	10,1	9,5	10,2	9,8	9,2	8,5
Dette extérieure totale (% PIB)**	52%	49%	55%	56%	55%	55%	55%
Dette extérieure CT (% PIB)**	4,6%	7,0%	6,6%	0,0%	NA	NA	NA
Taux de change	10 837,7	11 225,5	12 338,8	12 920,5	NA	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE							
Fonds propres / actifs pondérés	17,5	17,8	17,5	17,6	NA	NA	NA
Taux de NPL	5,1	3,5	3,5	4,2	NA	NA	NA
ROE	6,1	13,3	14,2	11,6	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)**	158	157	155	NA	NA	NA	NA
CLIMAT							
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	70	67	60	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	43	37	NA	NA 20	NA 10	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c NA NA NA 28 18 NA						NA	

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources: FMI (rapport pays 06/2025);* Banque Mondiale;**Oxford Economics;

Ouzbékistan : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2024)



a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

⁽¹⁾ Fonds de Développement et de Reconstruction



1. SITUATION ECONOMIQUE

Lente diversification de l'économie

Le secteur agricole (20% du PIB environ), dominé par la production de coton, fait l'objet d'un plan de développement de long terme (2020-30) prévoyant la réduction du rôle de l'Etat. En 2020, l'Etat a ainsi décidé la libéralisation de la production de coton.

Le secteur extractif est centré sur l'exploitation des mines d'or et de divers minerais (uranium, cuivre, argent, zinc). La production de pétrole et de gaz est en constant déclin en raison de l'ancienneté des infrastructures et de l'insuffisance d'investissements. obligeant le pays à en importer pour répondre à la demande domestique. La production manufacturière concerne surtout la métallurgie ainsi que le textile et la transformation agro-alimentaire.

L'activité du secteur des services (plus de 45% du PIB) est répartie surtout entre le secteur financier, les services publics mais aussi le tourisme, encouragé par des mesures gouvernementales, notamment la suppression des visas pour de nombreux pays¹. Les souhaitent également développer les autorités infrastructures de transport (notamment aérien) afin de transformer le pays en hub international.

Croissance stable et plutôt dynamique

L'activité ouzbèke est soutenue depuis 2022 par les flux de transferts d'expatriés, la réalisation de grands d'infrastructure et les réformes gouvernement visant à réduire le poids de l'Etat dans l'économie, qui contribuent à soutenir les investissements.

Selon l'institut de statistique national, la croissance aurait atteint +7,2%² au premier semestre 2025, tirée par la production industrielle (manufacturière et extractive). En 2025-26, la consommation des ménages devrait rester dynamique, portée par les flux de transferts d'expatriés³ et le ralentissement des prix, en lien surtout avec l'évolution des prix alimentaires et de l'énergie. L'inflation s'établissait à 8,8% en août 2025 (10,3% en mars). Elle reste toutefois supérieure à la cible de la banque centrale (5%), contrainte de maintenir son taux de référence à 14% depuis mars

L'Ouzbékistan est très peu exposé au marché américain et donc aux hausses de droits de douane de

D. Trump et bénéficie de la forte hausse du cours de I'or, son premier produit d'exportation.

Malgré des taux d'inflation et d'intérêt encore relativement élevés, la croissance devrait ainsi rester proche de +6% en 2025 et 2026. Ces prévisions sont toutefois entourées d'incertitudes concernant l'évolution de la situation géopolitique, de la demande mondiale, ou des cours des matières premières (or et hydrocarbures). A plus long terme, la croissance dépendra de la capacité de l'Etat à progresser dans ses réformes, réduire son poids dans l'économie et développer le secteur privé.

Un taux de croissance élevé sera nécessaire pour permettre au pays d'atteindre l'objectif ambitieux fixé par son Président : obtenir le statut de pays à « revenu intermédiaire supérieur » (soit un revenu par hab. supérieur à 4 465 \$) d'ici 20304, avec une population qui croit rapidement (2%/an).

Un secteur bancaire dominé par les banques publiques et plutôt sain

Le système bancaire ouzbek est composé d'environ 35 banques. Malgré la privatisation en 2023-24 de trois établissements (Ipoteka, Agroexportbank et Poytakh), les neuf banques publiques restantes représentent de l'ordre de 65 % des actifs du secteur. Les Autorités continuent à progresser dans les réformes et restent engagées dans le processus de privatisation. Elles ont annoncé la cession des participations de l'Etat dans quatre établissements⁵ en 2025-27.

Les indicateurs officiels montrent une situation saine du secteur bancaire avec un ratio fonds propres sur actifs pondérés stable de 17,6% en mars 2025, supérieur au minimum réglementaire de 13%. Le ratio de liquidité (196,8 %) est nettement plus élevé que le minimum réglementaire national (100 %).

Le taux de prêts non performants tend toutefois à progresser, à 4,2% du total en 2024 (3,5% en 2023), touchant particulièrement les secteurs de la construction (ratio de 8,7%), l'agriculture (7,6 %) et les crédits aux ménages (6,7 %). Ces ratios seraient en outre sous-estimés selon le FMI car l'Ouzbékistan n'utilise pas, à ce stade, la méthodologie internationale (IFRS) pour les calculer.

La dollarisation du secteur reste forte mais se réduit : 42% des prêts au T1 2025 (49% en 2020) et 24,5% des dépôts (près de 40% en 2021) sont libellés en dollar.

¹ L'objectif des autorités est de porter le nombre de touristes de 6,6 M en 2023 à 15 M en 2030.

² Stat.uz eng p13982.pdf

³ Gazeta.uz- Remittances to Uzbekistan reach \$8.2 bn

⁴ En 2024 l'Ouzbékistan, avec un revenu par hab. de 3 162 \$ était dans la catégorie à revenu intermédiaire inférieur

⁵ UzSQB, Asaka Bank, Turonbank et Aloqabank



Amélioration des finances publiques

Les données utilisées par le FMI pour l'analyse de la situation des finances publiques comprennent les recettes / dépenses extra-budgétaires relatives au Fonds pour la Reconstruction et le Développement (FDR). Les actifs de ce Fonds créé en 2006, alimenté par les revenus d'exportation de produits miniers (or, cuivre...), étaient estimés à 17,3 Md\$ par Fitch Ratings au T1 2025 (environ 13% du PIB).

La progression des recettes fiscales (impôts sur le revenu et TVA notamment) a permis d'améliorer le solde budgétaire à -3,2% en 2024 (-4,9% en 2023). Les effets positifs des réformes fiscales lancées 2019 (élargissement de l'assiette, suppression d'exemptions...) et la rationalisation des dépenses (baisse des subventions dans le cadre de la libéralisation des prix de l'énergie depuis mi-2024) devraient permettre de réduire davantage le déficit. Les recettes provenant du secteur minier (1/4 des revenus fiscaux en 2024) devraient également augmenter à la faveur de la hausse des cours de l'or. Le solde pourrait ainsi atteindre -3% du PIB dès 2025 et se stabiliser par la suite.

Le gouvernement reste par ailleurs engagé dans le programme de privatisation, approuvé en mars 20236. Il a annoncé en avril 2025 la cession de ses participations dans 29 grandes entreprises publiques et l'introduction en bourse de 12 sociétés.

Risque faible de surendettement

Le ratio de dette publique reste modéré, autour de 33% du PIB et devrait se stabiliser selon le FMI.

Les engagements relatifs à la garantie des dettes des entreprises publiques sont en net repli (estimés à 4,7% du PIB fin 2024 par le FMI contre 10% fin 2021) grâce aux mesures prises par le gouvernement pour mieux les contrôler. En 2022, le Parlement a adopté le projet de loi fixant le plafond d'endettement de l'Etat (y compris les garanties) à 60% du PIB et l'obligation de prendre des mesures dès que le ratio dépasse 50%. Le gouvernement a également fixé un plafond 6,5 Md\$ dans le budget 2025 pour la garantie des nouveaux projets en partenariat avec le privé (PPP) afin de maitriser son endettement.

La dette publique ouzbèke est quasi exclusivement une dette externe (92% à fin 2024) compte tenu de

l'étroitesse du marché local. Toutefois, la dette publique est à 85% détenue auprès de créanciers multilatéraux à conditions concessionnelles, atténuant le risque de surendettement. Le gouvernement développer le marché domestique et porter la part de dette locale de 8% fin 2024 à 30% en 2030. Le service de la dette publique est modéré, estimé à 12,8% des recettes en 2025, en repli par rapport à 2024 (17,6%). Le risque de surendettement de l'Ouzbékistan est faible selon la terminologie du FMI.

3. POSITION EXTÉRIEURE

Le déficit courant se stabilise

Les exportations de l'Ouzbékistan sont désormais largement dominées par l'or (37% du total en moyenne entre 2020 et 2024). Historiquement exportateur de gaz, le pays a dû stopper ses ventes vers la Russie et fortement réduire celles vers la Chine en raison de la baisse de sa production liée au manque d'investissement. Il est même devenu importateur de gaz en 2023 auprès de la compagnie russe Gazprom. En outre, l'Ouzbékistan ne vend plus à l'étranger de fibres de coton brut depuis 2023 au profit de l'industrie textile locale. Ses exportations de produits à base de coton restent son 2^{ème} poste d'exportation.

L'Ouzbékistan est très peu exposé au marché américain, destinataire de moins de 0,5% de ses exportations de marchandises sur la période 2020-24. Ses deux principaux partenaires sont la Russie et la Chine. A noter toutefois que chaque année, les pays destinataires d'environ 40% des exportations ne sont pas identifiés dans les statistiques officielles.

Les transferts d'expatriés (13% du PIB) augmentent. Ils devraient continuer à bénéficier du programme lancé par le gouvernement début 2024 en vue de diversifier les destinations des travailleurs émigrés, actuellement concentrés en Russie (construction surtout), en faveur d'emplois à plus forte valeur ajoutée, vers des pays bénéficiant de niveau de développement et de perspectives de croissance plus favorables, en Europe (Croatie, Pologne notamment) ou dans les pays du Golfe notamment.

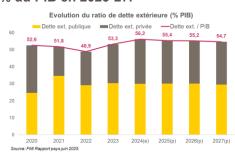
L'évolution favorable pour l'Ouzbékistan des prix des matières premières (or, pétrole notamment) devrait contribuer à stabiliser le déficit autour de -5% du PIB en 2026 -27.

⁶ Privatization process of UNG Petro starts in Uzbekistan — Daryo News

Le pays est attractif pour les investissements directs étrangers (IDE), qui représentent de l'ordre de 2% du PIB (flux nets) chaque année et devraient continuer à être encouragés par les réformes gouvernementales (privatisations, visas spécifiques de 3 ans, avantages fiscaux...) et les zones économiques spéciales. La Chine est le premier investisseur dans le pays, suivie par la Corée du Sud et la Russie. Moscou a remporté fin 2024 le contrat de construction de six nucléaires, témoignant des réacteurs liens économiques forts entre les deux pays. En mars 2025, à l'occasion de la visite d'Etat du Président Mirziyoiev, l'Ouzbékistan et la France ont signé un accord de partenariat renforcé qui comporte un investissement (énergie, services urbains, minerais stratégiques). Plusieurs entreprises françaises sont déjà présentes dans le pays, en particulier EDF, Total Energies, Veolia ou Orano.

Le ratio de dette extérieure devrait peu évoluer

Le ratio de dette extérieure devrait s'établir autour de 55% du PIB en 2025-27.



La dette externe est détenue en majorité auprès de créanciers institutionnels multilatéraux (57% du total, essentiellement la Banque Mondiale et la Banque Asiatique de Développement) et bilatéraux (28% du total, en particulier Chine et Japon).

La dette commerciale (14% du total) est composée surtout de titres obligataires. L'Etat a lancé sa première émission d'Eurobond en 2019 (1 Md\$ à 5,4% sur 10 ans). D'autres levées ont été réalisées entre 2020 et 2025, notamment sous forme d'obligations « vertes », mais l'Etat devrait continuer à privilégier les financements concessionnels. Il tente également de développer l'accès au marché domestique pour les investisseurs étrangers. Les prochaines échéances de dette obligataire sont prévues en 2028 et 2032.

Le service de la dette extérieure publique est modéré, estimé à 12,2% des exportations en 2025, en repli par rapport à 2024 (15,5%).

L'Ouzbékistan présente un risque faible de surendettement selon le FMI. En juin 2025, Fitch a relevé sa notation souveraine de BB- à BB.

Evolution favorable du cours de change

Le pays a adopté un régime de change flottant depuis 2017. Après la dépréciation de près de 9% face au dollar en 2023, les pressions à la baisse se sont atténuées en 2024 grâce notamment aux flux de transferts d'expatriés et d'investissement. Le cours du soum s'est réapprécié en 2025 (+ 4% entre janvier et début septembre) à la faveur notamment de l'affaiblissement du dollar. La CBU intervient pour limiter la volatilité du soum mais l'amélioration du contexte économique et les perspectives de réduction, même modeste, du déficit courant, devraient favoriser le raffermissement du cours de la monnaie nationale face au dollar.

Le pays dispose de **confortables réserves** de change qui ont atteint 48,5 Md\$ en juillet 2025 (de l'ordre de 10 mois d'importation). La CBU a donc les moyens d'intervenir sur les marchés pour défendre le soum le cas échéant.

4. ASPECTS POLITIQUE

volonté de réformes plus économiques que politiques

A la suite du décès d'I. Karimov en septembre 2016, son premier ministre, **Shavkat Mirziyoyev** a pris la tête du pays, avant d'être élu en décembre 2016 puis réélu en octobre 2021 et juillet 2023. A la suite du référendum constitutionnel de mai 2023, la durée du mandat présidentiel est désormais de 7 ans (5 ans précédemment). Le Président, autorisé à deux mandats, pourra ainsi diriger le pays jusqu'en 2037, s'il est réélu en 2030. En juin 2025, il a promu sa fille ainée à la tête de l'administration présidentielle.

Son parti⁷ (Liberal Democratic Party -LDP) a remporté les élections législatives d'octobre 2024 avec 64 sièges (43%) contre 53 précédemment. Malgré la présence de plusieurs autres partis, l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en

⁷ Le président ne dirige pas le LDP mais il était le candidat désigné par ce parti pour les élections présidentielles

Europe) a jugé que les électeurs avaient manqué de « réelles alternatives ».

M. Mirziyoyev poursuit depuis 2017 la politique de son prédécesseur, fondée sur un Etat fort, tout en lançant de nombreuses réformes en faveur d'une plus grande libéralisation économique.

Les aides sociales limitent les mouvements de contestation mais des sources de tensions persistent. Le chômage reste modéré à 5,1% en juillet 2025 mais proche de 11% chez les jeunes (15-24 ans).

Le pays a nettement amélioré ses relations avec les pays voisins grâce à l'accord signé en mars 2025 avec le Tadjikistan et le Kirghizistan mettant fin aux différends frontaliers, en particulier pour le contrôle de l'eau, qui les opposaient depuis des décennies.

De lents progrès dans le domaine de la gouvernance.

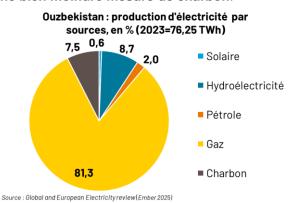
L'Ouzbékistan progresse dans le classement des indicateurs de Gouvernance Banque Mondiale (155ème sur 214 pays en 2023 contre 182ème en 2019). Il reste relativement moins bien classé que le Kazakhstan (125ème) mais devant l'Azerbaïdjan (156ème). Même s'il a progressé au cours des dernières années, le pays se situe relativement bas dans le classement de l'indice de perception de la corruption de Transparency International 2024 (121ème rang contre 146ème en 2020). En 2025, le Président a annoncé le renforcement des compétences de l'agence anti-corruption et un nouveau plan de lutte contre la corruption impliquant par exemple la déclaration, par les fonctionnaires, de leurs revenus. Les négociations en vue de l'entrée dans l'OMC se poursuivent depuis plusieurs années mais l'objectif fixé par le Président d'intégrer l'organisation en 2026 semble ambitieux. La volonté politique d'amélioration du climat des affaires et d'allègement du poids de l'Etat dans l'économie semble réelle mais les effets ne seront pas immédiats.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

vulnérabilité de l'Ouzbékistan aux l a changements climatiques selon les indicateurs ND Gain apparait modérée (37ème sur 181 pays). Le pays est cependant exposé aux risques de sécheresse (culture du coton, nécessitant d'importantes quantités d'eau) et d'inondations. L'Ouzbékistan manque d'installations et dépend de ses voisins (Kirghizistan, Tadjikistan) pour son

approvisionnement en eau, ce qui constitue une importante source de vulnérabilité.

Le pays est un émetteur moyen (60 sur 160 s'agissant des émissions de CO² / hab.) de GES qui proviennent majoritairement de la production d'énergie générée surtout à partir de gaz et dans une bien moindre mesure de charbon.



L'Ouzbékistan s'est engagé en 2021 à améliorer l'efficacité énergétique de 20% dans les 5 prochaines années et à porter la part des énergies renouvelables à 25% (contre moins de 10% en 2023). Plusieurs contrats ont été conclus fin 2023 lors de la visite du Président français, avec TOTAL Energies (extension d'une centrale solaire), EDF (projets hydroélectriques) et Voltalia (centrale solaire/ éolienne). En mai 2024, la signature d'un contrat a été annoncée pour la construction d'une centrale nucléaire par la société russe Rosatom (six réacteurs).

L'objectif du gouvernement, annoncé en 2021, est d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. La progression dans le classement relatif à la politique climat (de la 28^{ème} à la 18^{ème} place), témoigne des mesures prises par le gouvernement dans ce domaine.



Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est **Adriana Meyer** adriana.meyer@bpifrance.fr

victor.lequillerier@bpifrance.fr Victor Lequillerier MENA, Turquie, Chine, ASEAN

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin France, pays développés, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau France, pays développés, conjoncture ETI thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.